

Gaz de schiste, catastrophe nucléaire ...et après ?

Dans un contexte d'urgence écologique avec une catastrophe nucléaire en perspective, le contrôle démocratique de questions telles que la politique énergétique ou l'agriculture doit être posé. Derrière ces enjeux, le rôle de la technique comme solution miracle est à débattre.

Enjeux écologiques : des mobilisations à amplifier

La lutte contre l'exploitation des gaz et huile de schiste s'amplifie dans un contexte de mobilisation écologique exceptionnelle avec la création de nombreux comités dans les régions concernées et la mise en place de réunions publiques d'information. Alors qu'en France le gouvernement prévoit un moratoire de 6 mois avant de poursuivre la phase d'exploration, aux Etats-Unis une loi vient d'être votée dans l'Etat du New Jersey pour interdire l'utilisation de la fracture hydraulique, seule technologie disponible pour l'exploitation de ces réserves.

Pendant ce temps, une catastrophe nucléaire menace le destin de millions de Japonais. Le séisme et le tsunami qui ont frappé l'île sont bien à l'origine de cette catastrophe mais ils ne font que révéler l'impossibilité d'obtenir une énergie nucléaire « sûre », la seule solution étant pour les populations rescapées de partir en abandonnant tout derrière elles. Et ceci malgré les déclarations suffisantes des gouvernements français et japonais ou des géants du nucléaire comme AREVA.

Plus que jamais la nécessité de la sortie du nucléaire et du développement d'al-

ternatives s'impose. Si nous développons l'éolien, l'hydraulique, le solaire, la biomasse etc., et surtout les économies d'énergie et l'efficacité énergétique, nous pourrions sans problème nous passer du nucléaire et des gaz et huile de schiste. **Mais encore une fois, l'Etat montre qu'il a choisi son camp, celui d'un capitalisme soi-disant "vert" basé sur le nucléaire.** Et il annonce l'arrêt des subventions concernant l'énergie solaire, pendant qu'il consacre 99% de son budget sur la recherche énergétique au nucléaire.

Le productivisme ça suffit !

Plus que jamais l'Etat soutient les intérêts des monopoles de l'énergie (GDF-Suez, Areva, EDF, Total) dont les profits ont culminé en 2010, sans lancer le moindre débat démocratique. L'exemple des permis d'exploration pour le gaz de schiste accordés sans aucune consultation est édifiant.

Plus que jamais nous devons nous approprier ces questions pour contrer leur logique mortifère. Obtenir un moratoire ou signer une pétition ne suffisent malheureusement pas à bâtir le rapport de force suffisant pour faire plier l'Etat.

Comme dans l'énergie, la politique agricole est décidée au mépris des besoins réels des populations et avec pour but le

maintien de la surproduction au Nord, la pénurie au Sud, et le développement du marché juteux des OGM. La spéculation financière en rajoute une couche, se portant maintenant sur les denrées alimentaires de première nécessité, provoquant des émeutes de la faim comme en 2008. Loin de ces logiques d'accumulation, c'est à nous de poser la question du modèle de production que nous voulons.

Logiques techniciennes : science sans conscience

Il est temps de sortir de la fable technologique qui est censée résoudre nos problèmes de dépendance énergétique. La question de la technique ne se pose en fait que par rapport aux buts recherchés. Elle pourrait même être un facteur d'émancipation, mais mise au service d'une machine à profit, la technique devient prédatrice, appelant ainsi le retour des résistances qui ont marqué toute l'ère de l'industrialisation.

Plus que jamais, la question de l'utilité de ce que nous voulons produire collectivement se pose dans l'urgence écologique que nous traversons.



Le mensuel disponible en kiosque

- Je souhaite recevoir des informations sur les Ami-e-s d'AL
 Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL

Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....

Alternative libertaire

BP 295

75921 Paris Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

23 mars 2011